

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C _ 2ème étage
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAURIEN

La Bouzanne
36140 Aigurande

Références : VAT20250476
Code AIOT : 0010008314

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement LAURIEN implanté La Bouzanne 36140 Aigurande. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAURIEN
- La Bouzanne 36140 Aigurande
- Code AIOT : 0010008314
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage et dans le tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	VHU - Dépollution	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.13°	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	90 jours
9	Entreposage des VHU accidentés avant dépollution - Stockage batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	/	Demande d'action corrective	90 jours
13	Trackdéchets	Code de l'environnement du 28/10/2025, article R.541-45	/	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I	/	Sans objet
4	Maîtrise des	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	incendies - Moyens d'alerte	26/11/2012, article 21 II		
5	Maîtrise des incendies - Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II	/	Sans objet
6	Maîtrise des incendies - Comptes rendus	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II	/	Sans objet
7	Maîtrise des incendies - information et formation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II	/	Sans objet
8	Entreposage des VHU avant dépollution - Enlèvement des batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	/	Sans objet
10	Filière REP - Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 28/10/2025, article L. 541-10-26	/	Sans objet
11	Filière REP - Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 28/10/2025, article R. 543-155 (II)	/	Sans objet
12	Durée d'entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	/	Sans objet
14	VHU - Vérification de la conformité	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.14°	/	Sans objet
15	Taux de réutilisation et de recyclage	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I 10°	/	Sans objet
16	VHU - Déclaration	Code de l'environnement du 28/10/2025, article R.543-155-8	/	Sans objet
17	VHU - Quantité	AP Complémentaire	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 04/02/2019, article 4		
18	VHU - Collecte des effluents	AP Complémentaire du 04/02/2019, article 27	/	Sans objet
19	Trackdéchets	Code de l'environnement du 28/10/2025, article R.541-45	/	Sans objet
20	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet
21	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.5.1
Thème(s) : Autre, Modification des activités du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/05/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 27/07/2024
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que</p>

l'exploitant exerçait une activité de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets.

Par arrêté préfectoral du 27 juin 2024, l'exploitant a été mis en demeure de déposer un porter à connaissance relatif à cette activité ou en cessant cette activité dans un délai de trois mois.

Le 18 août 2024, l'exploitant a déposé en préfecture son porter à connaissance relatif à son activité de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial des déchets.

Ce porter à connaissance est en cours d'instruction.

Les prescriptions réglementaires rappelées par l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juin 2024 sont respectées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : VHU - Dépollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.13°

Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de capacité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 27/08/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V.

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne disposait pas de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement.

Le 28 octobre 2025, l'exploitant a présenté l'attestation d'aptitude délivrée par AXIROUTE PREVENTION le 5 novembre 2024. Il a précisé que l'attestation de capacité était en cours avec le Bureau VERITAS.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement.

Les prescriptions réglementaires rappelées par l'article 2, 3ème alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juin 2024 ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte et lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir), - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées

<p>prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le plan de défense contre l'incendie réalisé par le bureau d'études de la société ECSE le 19 juin 2024. Ce plan comprend l'ensemble des items listés à l'article 21 I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Maîtrise des incendies - Moyens d'alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alerte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Maîtrise des incendies.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de téléphones fixes et de téléphones portables afin d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Maîtrise des incendies - Exercice de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice de défense contre l'incendie le 18 octobre 2024 dont le thème était une simulation d'un départ de feu sur le site. Les extincteurs présents sur le site ont été utilisés ainsi qu'une pelleuse afin de dégager les véhicules hors d'usage présents.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Maîtrise des incendies - Comptes rendus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II
Thème(s) : Risques accidentels, Comptes rendus
Prescription contrôlée : Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours pendant cinq ans.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le compte rendu de l'exercice incendie réalisé sur son site le 18 octobre 2024. Les conclusions de cet exercice n'ont pas donné lieu à actions correctives. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maîtrise des incendies - information et formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II
Thème(s) : Risques accidentels, Information et formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement y compris le personnel des entreprises extérieures reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en oeuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R.4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une formation à la manipulation des extincteurs pour l'ensemble du personnel avait été réalisée par la société FOURNIER le 10 mars 2025 lors de sa venue pour le contrôle des extincteurs. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entreposage des VHU avant dépollution - Enlèvement des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
Thème(s) : Risques chroniques, Enlèvement batteries
Prescription contrôlée : L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes : - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage,

<p>- pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le registre des fiches de dépollution des véhicules hors d'usage réceptionnés sur le site par sondage et pour la période de février à mai 2024. L'inspection des installations classées a constaté un délai maximum de quatre jours entre la réception des véhicules hors d'usage et la déconnexion et l'enlèvement de la batterie du véhicule hors d'usage.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il ne recevait pas de véhicules hors d'usage électriques ou hybrides.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Entreposage des VHU accidentés avant dépollution - Stockage batteries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage batteries VHU accidentés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne stocke pas séparément des autres batteries, les batteries issues des véhicules hors d'usage accidentés.</p> <p>Les batteries issues des véhicules hors d'usage accidentés ne sont pas stockées séparément des autres batteries.</p> <p>L'inspection des installations classées précise à l'exploitant que la zone d'entreposage de ces batteries doit être distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle doit être imperméable et munie de dispositif de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Filière REP - Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2025, article L. 541-10-26
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
--

Prescription contrôlée :

I. Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L.541-10 :

1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage,

2° La dépollution des véhicules,

3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.

Constats :

L'exploitant a signé un contrat avec l'éco-organisme RECYCLER MON VEHICULE le 2 juin 2025.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Filière REP - Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2025, article R. 543-155 (II)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
--

Prescription contrôlée :

Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L.541-21-3, L.541-21-4 et L.541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L.325-7 et L.325-8 du code de la route.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il reprenait sans frais les véhicules hors d'usage réceptionnés sur son site. Il a précisé qu'il achetait ces véhicules. Il a été en mesure de présenter une facture pour l'achat d'un véhicule hors d'usage de marque OPEL COMBO en date du 27 octobre 2025.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Durée d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I

Thème(s) : Risques chroniques, Durée

Prescription contrôlée :

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.
Constats : L'inspection des installations classées a consulté le registre des fiches de dépollution des véhicules hors d'usage réceptionnés sur le site par sondage et pour la période de février à mai 2024. L'inspection des installations classées a constaté un délai maximum de quatre jours entre la réception des véhicules hors d'usage et leur dépollution. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2025, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, BSD VHU
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les bordereaux électroniques dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets pour les véhicules hors d'usage devant être dépollués sur son site (pour information le code déchet pour les véhicules hors d'usage à préciser sur ces bordereaux est le code 16 01 04*).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 14 : VHU - Vérification de la conformité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.14°
--

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité.
Constats : La vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019 a été réalisé par la société AB CERTIFICATION le 15 mai 2025. La précédente vérification a été effectuée par la même société le 15 mai 2024. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Taux de réutilisation et de recyclage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I 10°
Thème(s) : Risques chroniques, Taux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5% de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5% de la masse moyenne des véhicules y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage (TRR) et le taux de réutilisation et de valorisation de la masse moyenne des véhicules (TRV) au titre de l'année 2024. Le TRR est de 5,87% et le TRV est de 6,77%, soit des taux supérieurs aux taux fixés à l'article 10 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019 (TRR = 3,5% et TRV = 5%). Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : VHU - Déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2025, article R.543-155-8
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration
Prescription contrôlée : Le cahier des charges impose aux centres VHU agréés, notamment : - [...] de communiquer : a) des informations sur les modalités juridiques et financières de prise en charge des véhicules hors d'usage ainsi que sur les conditions techniques, juridiques, économiques et financières dans lesquelles les centres VHU agréés exercent leurs activités,

b) le nombre et le tonnage de véhicules pris en charge, c) le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, aux broyeurs agréés, d) le tonnage de produits ou déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers, e) les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints par l'opérateur.[...]
Constats : L'inspection des installations classées a consulté la déclaration SYDEREP établie le 30 mars 2025 au titre de l'année 2024. Cette déclaration contient l'ensemble des items listés à l'article R.543-155-8 du code de l'environnement. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : VHU - Quantité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité annuelle
Prescription contrôlée : Les quantités annuelles admises sont limitées à 600 unités.
Constats : Le nombre de véhicules hors d'usage admis sur le site en 2024 s'est élevé à 422 véhicules, soit une quantité inférieure à la quantité fixée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : VHU - Collecte des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2019, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.
Constats : Le séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'une vidange et d'un curage par la société SOA de Controis en Sologne le 26 août 2025. Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2025, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, BSD
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets." Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets relatif au curage et à la vidange du séparateur d'hydrocarbures par la SOA. Ce bordereau a été complété pour l'ensemble des items et par l'ensemble des intervenants. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : [...] a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH : 5,5 - 8,5 - température : < 30°C c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel : - MES : 35 mg/l - DCO : 125 mg/l - DBO5 : 30 mg/l d) Polluants spécifiques : - chrome hexavalent : 0,1 mg/l - Plomb : 0,5 mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l - Métaux totaux : 15 mg/l Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.
Constats :

<p>L'exploitant a été en mesure de présenter les résultats des analyses réalisées sur les eaux pluviales par la société TERANA le 24 octobre 2025. L'ensemble des paramètres listés à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié a été analysé. Les résultats pour tous les paramètres sont inférieurs aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 31 précité.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le site est équipé d'un dispositif permettant de retenir les eaux d'extinction d'un sinistre. Il est positionné en aval du séparateur d'hydrocarbures au point de rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel (fossé).</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de procéder à l'ouverture, puis à la fermeture de ce dispositif. Ce test n'a pas donné lieu à observation particulière.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>